

Michel Freitag et Éric Pineault (dir.), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Montréal, Nota bene, 1999, 334 p.

Moez Selmi

Numéro 33, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002413ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002413ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Selmi, M. (2000). Compte rendu de [Michel Freitag et Éric Pineault (dir.), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Montréal, Nota bene, 1999, 334 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (33), 219–223.
<https://doi.org/10.7202/1002413ar>

Comptes rendus

Michel Freitag et Éric Pineault (dir.), *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Montréal, Nota bene, 1999, 334 p.

Rares sont les écrits qui ont, de manière critique, traité de la question de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) dans une perspective globale et large. *Le monde enchaîné*, rédigé par un groupe de professeurs du Québec et paru en novembre 1999, est un manifeste, un essai qui a l'avantage de nous donner une définition riche et claire du capitalisme contemporain dont le néolibéralisme est l'idéologie. Selon les collaborateurs de cet essai, le capitalisme contemporain, financiarisé et technicisé, menace existentiellement, anthropologiquement et matériellement toutes les civilisations et les cultures. C'est par et de ce constat que ce livre se veut une lanterne pour la compréhension des changements structurels et conjoncturels qui se produisent sous nos yeux. Ce constat, loin de découler d'une lecture cynique et exagérée, s'inscrit dans une optique de conscientisation et de prise de position et montre les différentes dynamiques du passage du «capitalisme classique» (moderne) vers sa phase avancée pour englober toutes les ressources collectives et les mécanismes politiques en vertu de ses propres finalités illimitées d'accaparement de la richesse planétaire.

Les auteurs de cet ouvrage proposent une lecture sociohistorique de la rencontre ou la conjonction de trois processus (se chevauchant, s'entrecroisant, s'alimentant, etc.) à l'origine du néocapitalisme, dont l'AMI est la manifestation la plus transparente. D'abord, l'affranchissement du capitalisme industriel de ses fondements constitutifs modernes: la propriété privée et la démocratie politique. Ainsi, le travail, en tant que participation individuelle à la société moderne et fondement de la citoyenneté, se transmue en une intégration «objective» incorporée directement aux structures organisationnelles des entreprises capitalistes sans aucune médiation politique.

Ensuite, et concomitant du premier processus, l'avènement d'un «nouveau procès technique» (Freitag) ou d'un «appareil scientifique technique, AST» (Mascotto) va phagocyter les décisions politiques (bureaucratiques) et se propager comme une idéalité objective et rationnelle. Cette montée paroxystique de la logique technique et organisationnelle est le fait principalement des corporations capitalistes

à la recherche perpétuelle de la maximisation de leur profit et de la concentration du capital.

Enfin, sous la pression de la limitation des profits dans le capitalisme manufacturier et avec l'entrée en jeu de plusieurs nouveaux concurrents (pays d'Asie du Sud-Est), on a assisté non seulement à une transformation, à une intégration plus poussée et à une augmentation de l'importance des firmes transnationales dans l'économie mondiale (Deblock et Brunelle), mais aussi à la domination de l'économie réelle par le capital financier spéculatif (Freitag et Mascotto).

Tous les auteurs livrent le même constat: l'achèvement de la rencontre de ces trois processus prend racine et se pose comme la voie à suivre pour le reste de la planète, et ce à partir des États-Unis. «Il est clair qu'encore aujourd'hui, les firmes américaines sont au cœur du phénomène, tout comme les États-Unis demeurent encore, et de loin, le principal pays d'origine des investissements directs à l'étranger» (Deblock et Brunelle, p. 107). De conception lockéenne (selon laquelle la société civile est composée d'organisations privées), les États-Unis s'inscrivent d'entrée de jeu dans une configuration de relations sociales horizontales, où le capital libéré de la lutte des classes, est transnational (Mascotto). Après la Seconde Guerre mondiale et le triomphe du modèle libéral, à la suite des horreurs du fascisme et du nazisme, les États-Unis, propulsés par une logique d'efficacité organisationnelle, ont absorbé les États hobbesiens, ceux qui fondaient leur souveraineté sur une mobilisation politiquement centralisée des ressources économiques et sociales.

Revenons maintenant à l'AMI, fil conducteur de tous les articles du recueil. Cet accord, plutôt que traité, négocié secrètement au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et non publiquement (et démocratiquement), vise plus à sanctionner et à reconnaître un état de fait, une évolution économique naturelle (d'après ses promoteurs) qu'à les créer. Selon Éric Pineault, cet accord devait 1) définir positivement l'investisseur en tant que citoyen universel juridiquement égal aux États; 2) limiter le pouvoir législatif, exécutif et administratif des États dans tous les domaines susceptibles d'interférer avec les droits des investisseurs; et 3) instaurer une instance juridique d'arbitrage «adémocratique» pour résoudre les conflits éventuels entre un État et un investisseur (p. 35). Mais, face à cette profession de foi de l'AMI envers la mondialisation et son pilier universel, l'investisseur, pourvoyeur de la richesse et artisan d'un meilleur avenir pour tous, les auteurs proposent une position normative et politique systématique s'inscrivant dans un retour à une démocratie réelle.

Pour ces derniers, ce qui se trame véritablement, c'est «l'abolition de tous les obstacles politiques et institutionnels qui s'opposent encore à l'autonomie souveraine d'un «nouvel ordre économique» à caractère global» par l'instauration, sans aucun débat public et à l'encontre de toutes les souverainetés, «d'un ordre mondial dominé par les entreprises transnationales, par le capital financier spéculatif et par une *overclass* d'ampleur planétaire» (Freitag, p. 9).

Pour aboutir à cette nouvelle financiarisation de l'économie ou ce «nouveau barbarisme» (dans les termes de Gilles Gagné), il a fallu plusieurs changements ou mutations prenant racine dans une longue histoire de lutte des classes, de rapports entre bourgeois et prolétaires, entre États, entre production et consommation. Le propre de cette longue histoire est la médiation entre ces différentes catégories, la reconnaissance des différents partenaires (même d'une façon inégale), préfigurées dans un contrat institutionnalisant le partage des fruits du développement et dûment garanti par l'État (Gagné, p. 153). Dans ce sens, la totalité de ces échanges restait directement tributaire des échanges sociaux concrets et assujettie aux finalités sociales régies par une normativité commune. Selon Mascotto, cette logique n'a été respectée qu'à l'intérieur des États européens. En revanche, à l'extérieur, et cela depuis la colonisation des Amériques par les Espagnols et, plus tard, par les Anglais, ce qui a primé, c'est un colonialisme établissant comme seule logique un «droit des gens», «un droit naturel de la société et de consommation» au nom de l'incommensurabilité du commerce. Ainsi, la guerre juste n'est imposée que si les colonisés font obstacle à la liberté du commerce. Et c'est la guerre et le commerce qui fonderont, en dernière analyse, la souveraineté et l'unité de chaque État, ainsi que l'ordre juridique et moral mondial.

Au sein des États européens, malgré tous les ravages que son expansion colonialiste ait pu entraîner, le capitalisme mercantile a procuré des avantages à l'ensemble des collectivités tout en restant parasitaire et prédateur à l'égard de l'activité productive. Dans sa mutation, le capitalisme industriel assujettit le travail qui devient une marchandise, donnant lieu, d'un côté, à une monopolisation des moyens sociaux de production et, d'un autre côté, au «travail libre» autonome et moderne.

Pour Freitag, bien que Marx ait saisi la contradiction économique et anthropologique au cœur du capitalisme industriel, ce dernier ne réussit pas à éclairer la contradiction juridique et politique, qui, de surcroît, nous permet de comprendre le destin effectif du capitalisme contemporain (managérial organisationnel ou financier spéculatif). Précisons ceci: la modernité et le capitalisme classique ont engendré deux contradictions.

D'une part, entre l'expression principielle de la liberté et la capacité du propriétaire d'exercer un pouvoir arbitraire et virtuellement absolu d'utilisation et d'acquisition de cette liberté. D'autre part, entre le salaire (qui tend vers le minimum de subsistance et le maximum de travail) et l'exercice pratique du droit de libre disposition de l'entrepreneur capitaliste sur le travailleur. C'est par le biais de ces contradictions que le travail, dans sa forme militarisée, va se trouver au sein des entreprises commandées par le capitalisme entrepreneurial. Pour Mascotto, ce capitalisme est d'ores et déjà aux mains des pays du centre (nécessairement de type lockéen) et surtout aux mains d'une caste campant dans les hauteurs du système économique. Mais, selon Freitag, par sa dynamique même et par sa nature cumulative et irréversible, cette caste concentrera toute la propriété productive et réduira le reste de la population au rang de travailleurs. Armé d'une rationalisation managériale et organisationnelle ayant fait ses preuves — principalement aux États-Unis —, le capitalisme lockéen diffusera son champ relationnel, communicationnel, sociétal et juridique (situé en dehors de l'espace politique et directement logé au cœur de la «société civile marchande») comme un modèle objectif et universellement valable.

Avec l'entrée en scène des docteurs Jekyll (Reagan et Thatcher) au début des années quatre-vingt, le néo-capitalisme a pris du poil de la bête: instauration et consolidation de tous les leviers propices à la propagation des organisations financières par une politique à l'encontre des syndicats, par une baisse des salaires, par une dévaluation du dollar, par le gonflement de la dette publique, par la réduction des impôts en faveur des détenteurs de capitaux et des haut salariés, etc., autrement dit, une politique de «flexibilité de l'emploi» parallèlement à des placements financiers très rentables à court terme.

Par ce libéralisme nouvelle mouture, il y a eu un déplacement du capital vers la finance et la spéculation boursière, qui d'ailleurs apparaissait comme la meilleure solution des problèmes de la surproduction et de la surcapacité (surtout dans le secteur manufacturier). Aussi ce néolibéralisme épaulé par les multinationales (qui représentent le principal investisseur dans le monde) et dont l'AMI n'est qu'une des figures, la plus terrifiante, confirme-t-il que, désormais, «c'est l'international qui descend l'arène nationale» (Deblock et Brunelle, p. 139). Conséquemment, le marché est libéré des droits politiques nationaux et les États ne sont plus que de simples organisations qui cherchent à déterminer les règles qui pourront assurer la circulation des capitaux et la protection de l'investisseur et de ses investissements.

Libéré de la lampe où il était toujours confiné, le djinn n'entend plus exaucer les demandes de son maître Aladin, mais assujettir ce dernier et prendre ses propres désirs pour ceux de son maître. Les collaborateurs de cet ouvrage sont unanimement d'accord: la mondialisation néocapitaliste et son dernier avatar, l'AMI, visent à assujettir «les sociétés comme les individus, les cultures comme les civilisations, à la toute-puissance d'un "système" qui menace l'ensemble des formes de vie autonomes, voire même l'intégrité du monde», éradiquant ainsi «la dimension politique de la liberté, laquelle est remplacée par l'affirmation obsédante de l'immédiate positivité et du caractère inéluctable de cette mutation systémique. La seule liberté de choix est celle de l'adaptation stratégique» (Freitag, p. 233).

Les auteurs nous présentent une analyse généalogique, typologique et structurelle du capitalisme. C'est l'un des grands mérites de ce livre qui nous éclaire, par ailleurs, sur la différence entre internationalisation et mondialisation du capital. Ainsi, si la première indique un élargissement, une extension de l'espace capitaliste, la deuxième rend compte d'une destruction de l'espace humain, social et civilisationnel des collectivités.

Certes, il faut saluer comme un acte courageux la publication de ce livre qui dévoile les relations incestueuses entre une mondialisation financière arrogante et sans vergogne et l'AMI, dernier avatar mort-né, mais qui reste pourtant, dans son esprit, une menace réelle pour la majorité des citoyens de ce monde. Disons pour finir que la publication très réduite (surtout en français), en nombre et en qualité, d'écrits sur le sujet, révélatrice d'un manque d'enthousiasme, voire d'intérêt, pour cette problématique, ne saurait être imputée seulement à des raisons purement commerciales. Ce livre témoigne de la démission de l'intelligentsia et des classes politiques qui ne cessent de prêcher les bienfaits de la mondialisation; ainsi, elles ne diront plus: «Nous n'étions pas au courant.»

Moez SELMI
Doctorant en sociologie
Université du Québec à Montréal